

# Tendances conjoncturelles

1<sup>er</sup> trimestre 2011

A compter de ce trimestre, la synthèse du Bulletin trimestriel de conjoncture économique de l'IEOM est remplacée par la Note expresse Tendances conjoncturelles. Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr).

## LA CONJONCTURE INTERNATIONALE ET RÉGIONALE

### La reprise mondiale se confirme

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, la reprise de l'économie mondiale s'est poursuivie et étendue à l'ensemble des zones, grâce au rebond du commerce international. La catastrophe qui a touché le Japon ne devrait avoir qu'un impact limité sur la croissance mondiale (0,1 point en 2011) mais l'effet sur le PIB japonais pourrait atteindre 3 points de PIB. Ce pays vient d'ailleurs d'entrer en récession. Des risques doivent cependant être surveillés : prix du pétrole et des matières premières, surchauffe dans les BRICs, soutenabilité des dettes publiques et effets potentiels d'une crise de la dette souveraine sur un secteur financier qui reste fragile.

Le PIB des États-Unis enregistre une progression de 0,4 % (soit 1,8 % en rythme annualisé), moindre qu'au trimestre précédent sous l'effet d'une diminution de la consommation intérieure.

Dans les pays émergents, la croissance de l'activité est restée dynamique.

En Europe, la reprise est plus soutenue que prévu : le PIB de la zone euro augmente de 0,8 % par rapport au trimestre précédent, tout comme celui de l'UE27. Ce mouvement a été porté par l'Allemagne, la France, l'Autriche et les Pays-Bas mais les pays confrontés aux inquiétudes sur la dette souveraine enregistrent une croissance beaucoup plus faible, le Portugal entrant même techniquement en récession. Après deux ans de stabilité à un niveau historiquement bas, les taux directeurs de la BCE ont été relevés de 25 points de base compte tenu des risques pesant sur la stabilité des prix.

En France, le PIB enregistre sa plus forte hausse depuis 2006, atteignant 1 %, contre 0,3 % au trimestre précédent sous l'effet de l'accélération de la consommation des ménages et surtout de l'investissement, ainsi que d'une reconstitution importante des stocks.

### La conjoncture régionale

A la suite du séisme et du tsunami qui ont frappé pays, la production industrielle du Japon a chuté de 15,3 % sur un mois en mars 2011. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé en glissement annuel de 0,1 % et les dépenses de consommation des ménages de 8,5 %, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières restant stable à 4,6 %. Preuve de l'impact de la catastrophe sur l'économie japonaise, celle-ci a accusé un déficit commercial de 4,3 milliards d'euros au mois d'avril 2011, contre un excédent de 1,4 milliard en mars. Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé, le 28 avril 2011, de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %.

Le PIB de la **Chine** a progressé de 9,7 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 contre 9,8 % au trimestre précédent, la production industrielle augmentant de 14,4 %. En mars 2011, l'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 5,4 % sur un an. Les exportations et les importations ont crû respectivement de 35,8 % et de 27,3 % sur un an.

L'indice des prix à la consommation **australien** s'est apprécié de 1,6 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre et de 3,3 % sur un an. Les prix des produits alimentaires augmentent sensiblement (+2,9 %), poussés par la flambée des prix des légumes et des fruits, sous l'effet de conditions climatiques défavorables qui ont pesé sur la production. La banque centrale australienne a décidé, le 3 mai, de maintenir son taux directeur à 4,75 %.

L'indice des prix à la consommation **néo-zélandais** s'est accru de 0,8 % par rapport au trimestre précédent et de 4,5 % sur un an. Cette nouvelle hausse est imputable aux prix des transports (+2,5 %), en phase avec ceux des produits pétroliers. La banque centrale néo-zélandaise a décidé, le 28 avril, de maintenir son taux directeur à 2,5 %.

## Une activité économique en léger retrait sur le trimestre

L'analyse de la conjoncture économique de Wallis-et-Futuna montre une activité en léger repli au cours du premier trimestre de l'année 2011. Aux nombreux déplacements hors du Territoire dus aux vacances scolaires et se traduisant par un ralentissement de la consommation des ménages se sont ajoutées les conséquences de l'interruption temporaire de l'approvisionnement par bateau, qui a pénalisé l'activité dans plusieurs secteurs. La commande publique, moteur de la reprise en 2010, a enregistré des signes de tassement : les plus gros chantiers sont arrivés au terme de leur gros œuvre et le renouvellement du carnet de commande n'a pas été assuré pour l'ensemble des professionnels du secteur. Les difficultés d'attribution des chantiers importants (stade de Kafika, travaux du Lycée) sont pointées par les professionnels du secteur.

Les prix, particulièrement ceux de l'énergie et des produits manufacturés, ont affiché une hausse plus marquée sur le trimestre.

L'investissement des entreprises reste toujours timide, les difficultés de trésorerie liée à des incertitudes sur le long terme ont conduit les entrepreneurs à différer leurs investissements.

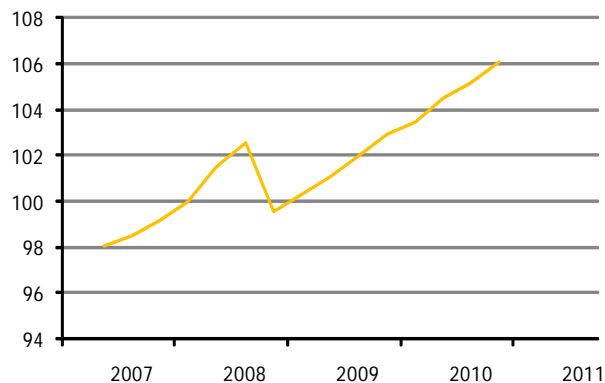
## Une hausse continue des prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) continue sa progression entamée depuis début 2009. A fin mars 2011, il affiche une hausse trimestrielle de 0,8 % après +0,7 % au cours du trimestre précédent. Cette tendance s'explique principalement par la progression des prix de l'énergie (+4,7 %) et des produits manufacturés (+0,8 %), alors que les prix des services fléchissent de 1 %. La hausse des prix des produits alimentaires est moins marquée (+0,4 %) que lors du dernier trimestre 2010 (+1,2 %).

En glissement annuel, l'indice général des prix croît de 3,1 % contre 2 % en France métropolitaine. La contribution la plus importante à cette hausse provient pour plus de la moitié des prix de l'énergie, suivis par ceux de l'alimentation (30 %) et enfin des produits manufacturés (10 %) et des services (9 %).

Indice des prix à la consommation

(base 100: juin 2008)



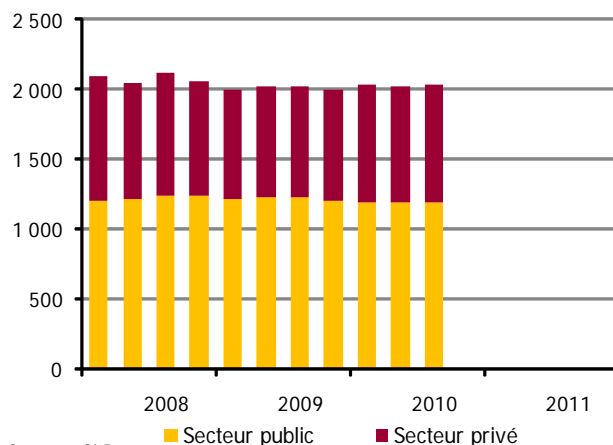
Source : STSEE

## Légère amélioration de l'emploi en 2010

La situation de l'emploi à septembre 2010 montre une légère amélioration du marché du travail avec 2 038 salariés déclarés auprès de la Caisse Locale de Retraites, soit une augmentation de 0,7 % par rapport au 2<sup>nd</sup> trimestre de l'année. Les effectifs du secteur privé augmentent ainsi de 1,1 % et les effectifs du secteur public de 0,5 %. Dans le détail, des recrutements ont eu lieu au cours du troisième trimestre de l'année dans le commerce (+ 8 personnes), les services (+ 4) et l'artisanat (+ 5) alors que des emplois créés dans le secteur du BTP au cours du premier semestre de l'année n'ont pas été maintenus.

Sur douze mois, les effectifs du secteur privé indiquent une nette amélioration notamment dans les secteurs du BTP (+ 19 personnes) et de l'artisanat (+ 9), tandis que le commerce perd des salariés.

Evolution de l'emploi déclaré localement



Source : CLR

## Une consommation des ménages pénalisée par les problèmes d'approvisionnement

Touchée par les problèmes d'approvisionnement, la consommation des ménages est en repli ce trimestre, après trois trimestres consécutifs de hausse en 2010. Les importations de bien de consommation diminuent de 6,4 % sur le trimestre, celles d'articles d'équipements du foyer de 9,3 % et celles de produits des industries alimentaires de 7,7 %.

En effet, suite à des problèmes de manutention du seul navire de marchandises affrété sur l'archipel, l'approvisionnement a été interrompu durant 6 semaines entre mi-février et fin mars (contre 3 à 4 semaines habituellement), occasionnant des retards de livraison et des problèmes de rupture de stock chez les fournisseurs.

Les immatriculations de véhicules demeurent bien orientées ce trimestre, avec 24 voitures neuves immatriculées contre 15 le trimestre précédent. En cumul annuel au 31 mars 2011, le niveau des immatriculations de véhicules neufs est légèrement supérieur à celui de 2010 (19), mais demeure nettement inférieur à celui des années précédentes.

Le rythme de croissance des encours de crédits de trésorerie ralentit par rapport au trimestre précédent, passant de 5,6 % à 2,1 %. En glissement annuel, l'encours des crédits à la consommation des ménages s'établit à 912 millions de F CFP, soit une augmentation annuelle de 2,1 %.

## Un niveau d'investissement favorable sur le trimestre

Les indicateurs relatifs à l'investissement des entreprises sont bien orientés. Les importations de biens d'équipement enregistrent une hausse notable sur le trimestre (+37,6 %, contre -0,2 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2010). Cette progression exceptionnelle trouve son origine dans l'importation de parties d'appareils aériens destinés aux deux bi-moteurs assurant la liaison domestique Wallis – Futuna, ainsi qu'au dédouanement d'un bateau de pêche hauturière récemment immatriculé sur le Territoire.

Les immatriculations de véhicules utilitaires neufs qui avaient progressé au dernier trimestre 2010 (28 contre 11 au troisième trimestre), sont en retrait au 31 mars 2011, avec 20 véhicules immatriculés. Elles restent cependant supérieures à l'année précédente puisqu'à la même date en 2010, seulement 12 véhicules utilitaires neufs avaient été mis en circulation.

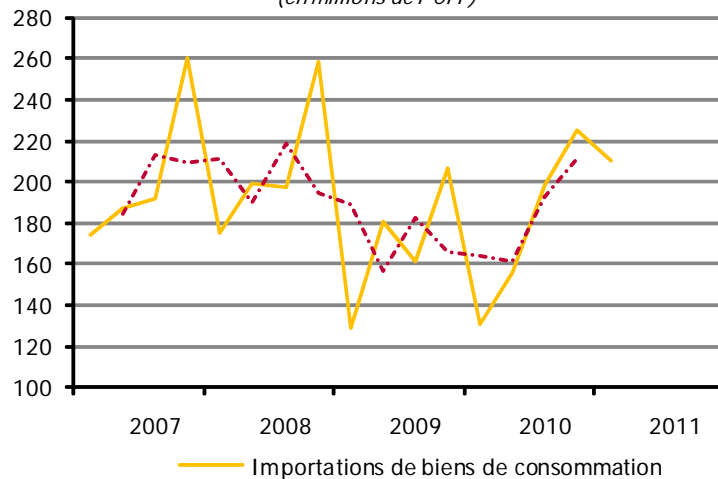
## Des importations en léger retrait sur le trimestre

Toutes catégories de produits confondues, les importations ont reculé de 9 % en ce début d'année 2011, après une hausse continue au cours des trois trimestres précédents. Cependant, ce résultat doit être relativisé car il s'explique à la fois par une baisse saisonnière d'activité au cours du premier trimestre de l'année mais aussi par l'interruption du fret maritime entre mi-février et fin mars. Toutefois, les importations du premier trimestre 2011 sont supérieures de 25,6 % en valeur et de 2,3 % en quantité par rapport à celles du premier trimestre 2010.

Les catégories de produits les plus touchées par cette baisse sont les produits de l'industrie automobile (-38,3 %), les biens intermédiaires (-25,2 %) et les produits alimentaires (-10,1 %).

### Importations de biens de consommation

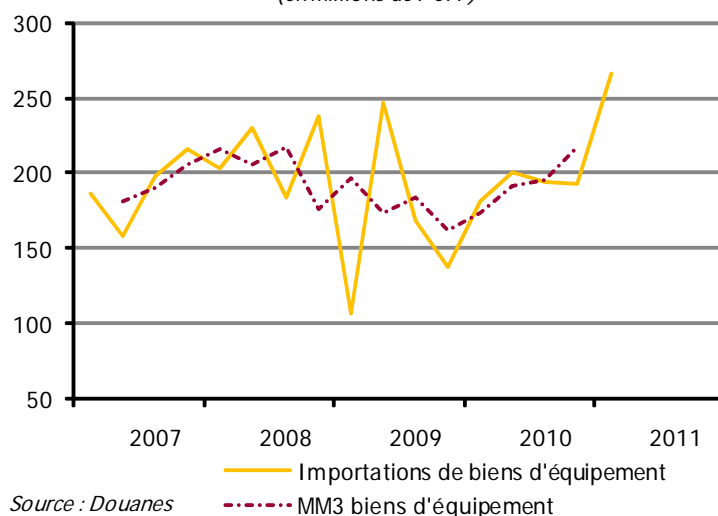
(en millions de F CFP)



Source : Douanes

### Importations de biens d'équipement

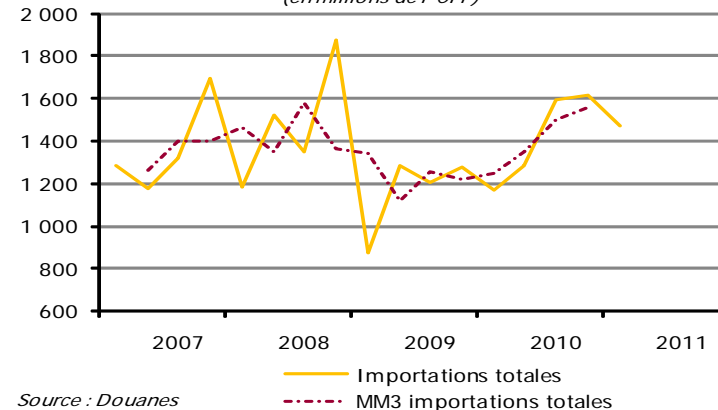
(en millions de F CFP)



Source : Douanes

### Importations

(en millions de F CFP)



Source : Douanes

# LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITE

## Le BTP : une activité en léger repli

Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, l'activité montre ses premiers signes de ralentissement qui s'expliquent par le tassement de la commande publique, particulièrement vigoureuse depuis le début de l'année 2010. Le carnet de commande n'a pas été renouvelé à la même hauteur : au 31 mars 2011, le montant total des marchés en cours d'exécution atteignait 3,4 milliards de F CFP, soit 15,7 % de moins qu'en fin d'année 2010. Les marchés engagés sur des fonds d'Etat sont en baisse de 41,4 % sur la même période. Par ailleurs, selon les experts interrogés, des incertitudes demeurent quant à l'attribution de marchés attendus par les professionnels du secteur (stade de Kafika, réhabilitation du lycée d'Etat de Mata'Utu).

Après une hausse de 38 % au quatrième trimestre 2010, les importations de ciment sont en retrait de 3 % ce trimestre, en raison des problèmes d'approvisionnement du Territoire. En conséquence, les ruptures de stock de matériaux de construction ont été fréquentes au cours du trimestre.

L'indice général des prix du bâtiment, tous travaux confondus, reste relativement stable entre février et avril (+ 0,1 %), après une hausse de 1,1 % entre décembre et février.

## Le commerce : une période creuse

Le secteur du commerce est resté mal orienté avec une baisse des importations de biens de consommation de 6,4 %, faisant suite à une hausse de 13,7 % au quatrième trimestre 2010.

Les importations de biens alimentaires sont en baisse de 10,1 %, toujours sous l'effet de l'interruption du fret maritime entre mi-février et fin mars. Selon les professionnels interrogés, les retards de livraison ont par ailleurs engendré un niveau de pertes important pour les produits frais impactés par les dates limites de consommation dont certaines ont été dépassées. Le retour à la normale du mode de ravitaillement du Territoire est une de leurs préoccupations.

## Le tourisme : une activité mitigée

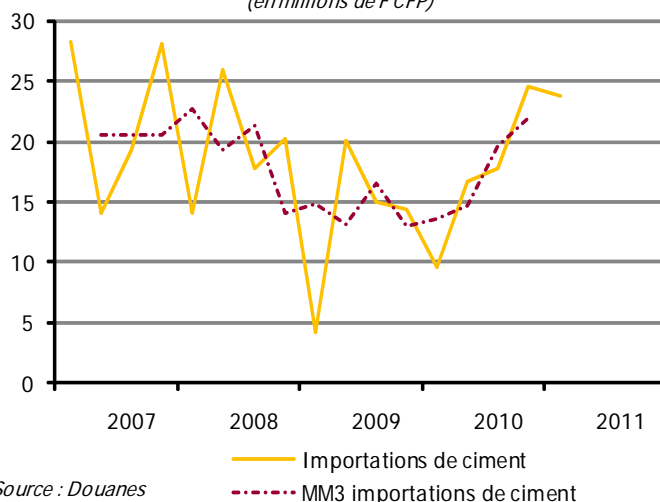
Le secteur du tourisme a connu un trimestre plus dynamique que le quatrième trimestre 2010 comme en témoigne le chiffre de 7 516 passagers enregistrés à l'entrée sur le Territoire contre 7 436 le trimestre dernier. Sur un an, le nombre de passagers croît de 4,5 % sur la ligne internationale, les départs comme les arrivées ayant progressé de 4,5 %.

Ce trimestre, un seul navire de plaisance a accosté à Wallis-et-Futuna contre 24 le trimestre dernier. Ce type de tourisme reste encore à développer sur le Territoire.

L'analyse de conjoncture économique locale fournie dans cette note trimestrielle s'appuie sur l'exploitation d'indicateurs macroéconomiques disponibles. Celle-ci est complétée par une étude sectorielle, rédigée en partie à l'aide d'une enquête « à dire d'experts » : il s'agit de recueillir tous les trimestres l'opinion d'un certain nombre de chefs d'entreprises représentatifs des secteurs d'activité structurants pour le Territoire des îles Wallis-et-Futuna (BTP, commerce, tourisme...).

### Importations de ciment

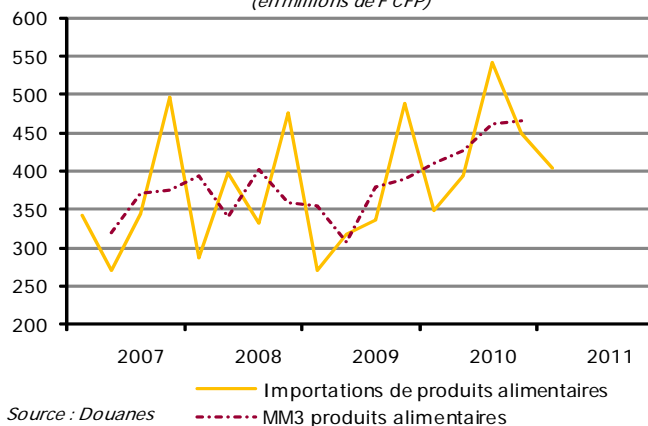
(en millions de F CFP)



Source : Douanes

### Importations de produits alimentaires

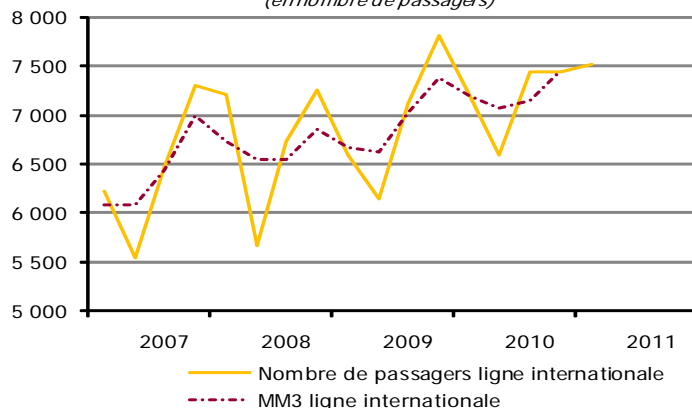
(en millions de F CFP)



Source : Douanes

### Trafic aérien international

(en nombre de passagers)



Source : Aviation civile